

Radio-vision au Brésil

Un moyen de communication vieux de 50 ans, la radio, est en voie de prendre un visage original sous l'inspiration d'un groupe de Canadiens affectés à un programme d'alphabétisation au Brésil.

Cette nouvelle technique, baptisée radio-vision, allie les messages par radio aux illustrations graphiques, diapositives ou simples affiches pour rejoindre des groupes de population éparpillés ici et là dans le vaste État de Bahia, au nord-est du Brésil.

Les envoyés canadiens participent au programme d'alphabétisation à titre de consultants seulement. Leur tâche principale consiste à initier à cette technique originale des Brésiliens dont l'instruction ne dépasse pas trois ou quatre ans d'école primaire. On a monté pour l'instant deux studios d'enregistrement, un studio d'arts graphiques et un laboratoire de photographie. Afin de former des enseignants locaux qui pourront adapter ces techniques modernes mais simples à la culture et aux coutumes locales, comme le veut la tendance actuelle, l'équipe canadienne montre la façon de se servir de l'équipement à 50 techniciens ainsi qu'à 250 moniteurs qui, d'ici 1981, le montreront à leur tour à 10 000 enseignants répartis dans les villages, ce qui permettra d'atteindre 400 000 enfants.

Le projet comporte un plan bien établi pour la surveillance et l'évaluation du travail, élément qui ne faisait pas partie des projets de radio éducative déjà mis à l'essai en Amérique latine et en Afrique. Il se distingue également par la priorité accordée à l'élément technique dans la formation des enseignants locaux et de leurs moniteurs.

Le travail préliminaire s'est fait dans des bureaux installés dans une ancienne église du nord de Montréal. C'est là que nous avons rencontré M. Jacques Lambert, chef du projet.

Lambert Lepage Labbé Inc. compte à son service six communicateurs qui travaillent à plein temps à Salvador (Brésil) et plusieurs spécialistes à contrat engagés à court terme. Avant de se rendre au Brésil, en septembre 1977, les membres de l'équipe et de leurs familles ont subi une immersion totale dans le mode de vie brésilien, dont 200 h de cours de portugais.

Même si la radio est là depuis 50 ans, a

(suite à la page 8)

Histoire des principaux partis politiques du Canada

L'article qui suit est le deuxième extrait d'un document sur les partis politiques du Canada préparé par le professeur Jackson. Il s'agit d'un bref aperçu de l'histoire de deux partis représentés au Parlement fédéral: le Nouveau Parti démocratique et le Parti du crédit social. Le numéro précédent d'Hebdo Canada avait présenté le Parti progressiste et le Parti libéral.

Les idées exprimées n'engagent que l'auteur.

Le Nouveau Parti démocratique (autrefois CCF)

La Cooperative Commonwealth Federation (CCF) a tenu son premier congrès annuel en 1933. Elle regroupait, sous la direction de J.S. Woodsworth, un amalgame de Fabian socialists, de marxistes et de représentants des classes agricole et ouvrière. Le nouveau parti recrutait la majorité de ses adhérents dans les milieux ruraux de l'Ouest et, pendant 28 ans, il ne recueillit jamais plus de 18 p.c. du vote populaire aux élections générales. Lorsque les organisations syndicales décidèrent de s'inféoder à un parti, la CCF était toute désignée. Elle fut donc dissoute en 1961 pour faire place à un nouveau parti d'inspiration socio-démocrate (NPD). Plusieurs leaders de la CCF restèrent avec le Nouveau Parti démocratique.

Malgré le dynamisme de leaders tels que Tommy Douglas et David Lewis, le manque de fonds et les divisions idéologiques ont gardé la représentation du NPD à la Chambre des communes à moins de 31 sièges et le champ de son activité à un territoire très restreint. David Lewis, choisi chef du Parti en 1971, fut remplacé, en 1975, par Edward Broadbent, le chef actuel.

Malgré la faiblesse numérique de sa représentation au Parlement, le NPD a joué un rôle non négligeable dans la politique canadienne. Son influence a été particulièrement sensible de 1972 à 1974 alors que le gouvernement libéral minoritaire eut souvent besoin de son appui.

Les partisans du Nouveau Parti démocratique se retrouvent surtout dans l'Ouest et en Ontario.

Dans les années passées, trois provinces de l'Ouest ont élu des gouvernements néo-démocrates: le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Mais, en 1979, seul le Manitoba conserve un gouvernement néo-démocrate. En Saskatchewan, les néo-démocrates ont perdu en faveur des conservateurs, et en Colombie-Britannique au profit du Social Credit.

Le NPD a très peu de racines au Québec et dans les Maritimes.

Le Parti du crédit social

Le seul autre parti mineur d'intérêt national prend aussi ses origines dans l'Ouest. Peu après 1930, à une époque de crise économique et de faillites agricoles, le charisme du prédicateur William Aberhart subjuga l'imagination des Albertains avec les théories économiques du Major C.H. Douglas, ingénieur retraité de l'armée britannique. Lors des élections provinciales de 1935, le Social Credit submergea la législature et resta au pouvoir en Alberta pendant les 36 années suivantes. Depuis 1965, l'Ouest n'a élu aucun créditiste au Parlement fédéral mais la section québécoise y a maintenu, jusqu'à 1974, une représentation de 14 ou 15 députés.

En 1974, selon son habitude, le parti a appuyé sa campagne électorale sur le principe de la réforme monétaire. Il n'a remporté que 11 sièges (soit un de moins que le nombre requis pour avoir la reconnaissance officielle à Ottawa) et il a enregistré un fléchissement du vote populaire, passant de 8 p.c. en 1972 à 5 p.c. en 1974.

Le rayonnement de ce parti est toujours resté régional, atteignant surtout les classes ouvrière et agricole. Au Québec, M. Caouette a cherché à organiser la protestation des groupes défavorisés contre la concentration du pouvoir aux mains d'une élite.

Le Crédit social n'a eu qu'une influence marginale sur le gouvernement canadien. Ce n'est qu'en de rares occasions, sous des gouvernements minoritaires, que ses votes ont eu quelque importance à la Chambre. Cela dit, il constitue une force non négligeable en politique provinciale.

Fabien Roy, membre de l'Assemblée nationale du Québec depuis plusieurs années, conduira les troupes créditistes au cours de la campagne électorale fédérale au Québec.